

# **Bienvenue chez les Magasinier.e.s : Moins d'effectif, plus de précarité !**

À ces pertes sèches s'est ajoutée récemment la fin brutale de plusieurs contrats de « vacataires » de service public en décembre 2017, parfois sans qu'aucune information préalable de la part de la hiérarchie n'ait été fournie.

Recruté.e.s sur des besoins occasionnels de quelques mois, ces agent-e-s remplaçaient en fait bien souvent des « vacataires » sur besoins permanents qui ont quitté la BnF courant 2017 et que la direction de la BnF a décidé de ne plus remplacer, soi-disant pour « résorber l'emploi précaire », alors qu'il est irrégulier de remplacer des contrats sur besoins permanents par des contrats courts. La section SUD Culture de la BnF, qui est intervenue auprès de la direction au sujet de cette situation, a été informée que sur la trentaine d'agent-e-s concernée par ces fins de contrats, la plupart d'entre eux et elles a finalement été prolongée de quelques mois, ce qui ne règle que temporairement leur situation. Cinq agent-e-s ont toutefois dû quitter la BnF sans qu'aucune prolongation ne leur soit proposée.

**Pourtant, dans le même temps, les services font face à des difficultés d'organisation interne** notamment liées au non remplacement des « vacataires » sur besoin permanent et plus globalement au sous-effectif, sans que pour autant la précarité au sein de notre établissement soit concrètement résorbée. Car remplacer des « vacataires » en CDI par des ultra-précaires sur des contrats de quelques mois en jonglant avec les personnes pour boucher les trous, c'est en réalité créer plus de précarité, tout en supprimant de fait la

nomenclature des emplois.

## **DES RÉORGANISATIONS DONT LE POIDS PÈSE SUR L'ENSEMBLE DES ÉQUIPES DE MAGASINAGE !**

Tous ces postes supprimés entraînent une dégradation de l'organisation du service public et des conditions de travail, renforcée par une politique (non officielle) d'économie de bouts de chandelles consistant à remplacer deux « vacataires » par un.e titulaire. Ce calcul ne prend pas en compte la réalité des besoins des services, notamment pour le travail des samedis que seul-e-s les « vacataires » assurent en continu. Il va sans dire qu'un.e magasinier.ère titulaire travaillant jusqu'à 10 samedis par an ne pourra jamais remplacer deux « vacataires » qui en effectuent au bas mot 4 à 5 fois plus ! En embuscade de cette suppression de postes de « vacataires » se cache donc potentiellement le projet de la direction de faire travailler les titulaires plus de 10 samedis annuels, ce qui n'est pour l'instant pas prévu au règlement intérieur et ce à quoi la section SUD Culture de la BnF s'oppose catégoriquement !

**En attendant, la situation a par exemple conduit le département Littérature et Arts à réduire le nombre d'agent.e.s en poste les samedis.** Ainsi, les agent.e.s se retrouvent posté.e.s seul.e.s sur des plages horaires très chargées, en arrière-banque de salle et en magasins, là où ils et elles étaient deux auparavant. Cet accroissement de la charge de travail concerne aussi le rangement des salles du rez-de-jardin, dorénavant dévolu à deux seul.es agent.es pour l'ensemble des salles W, V, U et T ! Les communications différées pour le lundi ne seront plus prises en charge à l'avance le samedi, ce qui ne fait que reporter la charge de travail sur les équipes du lundi.

**Au service Histoire du département Philosophie, Histoire et Sciences sociales, la situation est également loin d'être satisfaisante,** puisque la nouvelle réorganisation du Service

Public, pensée notamment pour dégager plus de temps en tâches internes pour les magasiniers titulaires, les renvoie pour l'instant à toujours plus d'heures de SP : jusqu'à 6h de plus effectuées contrairement à la semaine optimale annoncée ! Et la réorganisation annoncée du service public à PHS va se traduire par les mêmes problèmes dans tout le département.

**La situation est la même au DEP ou à l'Audiovisuel.**

Sur l'ensemble du site Tolbiac l'ouverture à effectifs réduits en semaine et les samedis pose donc de gros soucis d'organisation et **fait courir le risque d'une réduction des services offerts au public** (à la moindre absence : probabilité de fermeture de magasins, réduction des horaires pour effectuer des photocopies, retards dans les communications, sans parler du travail interne mis en berne...), ce qui ne fait que dégrader les missions de service public de notre établissement.

**UNE AUGMENTATION DE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL ET UNE SITUATION CONTRADICTOIRE AVEC L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL OBTENUE GRACE A LA MOBILISATION DE 2016 !**

Les réorganisations incessantes et toujours plus incohérentes du travail à la BnF induisent pour les agent.e.s des risques accrus d'accidents du travail, de développement de troubles musculo-squelettiques et psychologiques mais aussi une multiplication des arrêts maladie, parfois symptomatiques d'un mal être au travail. **Ces réorganisations sont en pleine contradiction avec les recommandations de la médecine du travail**, visant à réduire le travail isolé, en local aveugle et/ou insalubre, et le port de charges prolongé.

**Elles sont également en contradiction totale avec les préconisations du groupe de travail sur les conditions de travail dans notre établissement**, auxquels participent les organisations syndicales au titre de l'application du protocole de fin de grève du 15 juillet 2016 et pour lesquels la direction s'était engagée à prendre en compte l'avis du

personnel.

**Face à cette situation inacceptable, la section BnF de SUD Culture exige :**

- un appel immédiat de la liste complémentaire du dernier recrutement direct de magasinier.e.s
- une CDIisation des vacataires précaires sur prétendus besoins occasionnels, en remplaçant les départs des « vacataires » sur besoins permanents, car si la direction souhaite lutter contre la précarité, elle doit stabiliser l'ensemble des précaires plutôt que de créer de l'ultra précarité et embaucher plein de contrats courts
- l'organisation rapide d'un nouveau recrutement de magasinier.e.s à la hauteur des besoins de la BnF, avec la création d'un véritable volet interne afin de titulariser les « vacataires » qui le souhaitent
- une vraie amélioration des conditions de travail
- un arrêt de la coupe des budgets de l'État et la fin des politiques budgétaires nocives au fonctionnement des services publics

Notre organisation syndicale souhaite en finir avec les problèmes engendrés par le sous-effectif et nous pensons que seule une mobilisation collective fera bouger les lignes. Une Assemblée générale sur ces questions est donc envisagée.

Pour en finir avec le sous-effectif et la précarité,

Prenons les choses en main !